États-Unis : Mark Zuckerberg crée un lobby pour faciliter l'accès à la nationalité

28/03/2013 à 15h00

Après les réseaux sociaux, la politique. Selon les informations de Politico et du Wall Street Journal, le fondateur de Facebook participerait à la création d'un groupe de pression en compagnie d'autres figures emblématiques de l'économie numérique, et d'un de ses camarades de Harvard, Joe Green.

> ***Le groupe ambitionne de faire passer au Congrès des lois permettant d'assouplir l'accession à la nationalité américaine.***

Un choix loin d'être anodin: les entreprises high-tech américaines souhaitent attirer chez elles des talents du monde entier, mais le processus d'embauche peut être bloqué par des procédures d'immigration contraignantes. Autres chantiers pour le lobby, la réforme de l'éducation, et l'aide envers la recherche scientifique.

Le lobby, qui n'a pas encore de nom, cherche à lever 50 millions de dollars. Selon le *Wall Street Journal*, Mark Zuckerberg aurait déjà engagé plusieurs millions, tout comme une douzaine d'autres patrons du secteur numérique, dont le fondateur de LinkedIn, Reid Hoffman.

Le futur groupe de pression s'est également assuré les services de personnalités habituées aux coulisses du pouvoir. Politico cite ainsi Joe Lockhart, ex-responsable de la communication de Facebook et ancien chargé de communication de l'administration Clinton ; Rob Jesmer, ancien responsable du

groupe républicain au Sénat ; et Jon Lerner, une éminence grise du Parti conservateur.

Ce n’est pas la première fois que Mark Zuckerberg s’intéresse à la politique. En février, il a organisé, à son domicile, une levée de fonds pour la réélection du gouverneur républicain du New Jersey, Chris Christie. Le fondateur de Facebook n’oublie cependant pas le Parti démocrate: au cours de la campagne présidentielle, il a rencontré à de nombreuses reprises Barack Obama, et lui a permis d’organiser un meeting au siège de Facebook, en Californie. Ce meeting, retransmis en direct sur le réseau social, permettait aux internautes de réagir en temps réel et de poser leurs questions au président.

Le Figaro